

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

<p>Abonnements pour l'année 1874 : En Suisse : Un an, 8 fr., six mois, 4 fr. Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.</p>	<p>L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.</p>	<p>Abonnements pour l'année 1874 : Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.</p>
---	---	---

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 13 SEPTEMBRE 1874.

Lettres sur le Congrès de Bruxelles.

I.

Bruxelles, le 8 septembre 1874.

Dans toute l'Internationale, on avait compris d'avance qu'ensuite de la situation faite généralement à notre association par les persécutions gouvernementales, le VII^e Congrès général de l'Internationale ne serait pas aussi revêtu que l'ont été les Congrès précédents. Cependant la plupart des pays sont représentés.

(Nous n'avons en ce moment entre les mains qu'une liste incomplète des délégués. Nous nous réservons de publier dans notre prochain numéro une liste exacte et complète. *Note de la rédaction*).

Le lundi 7 septembre, au matin, il n'y eut pas de séance du Congrès; les délégués arrivant successivement déposèrent leurs mandats entre les mains du bureau fédéral international, qui établit provisoirement la liste des délégués.

Les arrivants, retrouvant de vieilles connaissances ou assistant pour la première fois à ces assises internationales du travail, entraînent en conversations particulières, et établissent dès le premier moment ces relations personnelles, qui font de nos congrès ouvriers, non-seulement des assemblées de délégations des associations ouvrières, mais aussi des réunions d'amis.

Un fait assez important donnait au Congrès un cachet inattendu. C'était la présence de deux membres de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein*, qui, vu la législation allemande, ne pouvaient pas siéger comme délégués de cette association, sans entraîner pour leurs amis un procès de haute-trahison, mais qui devant le Congrès n'en représentaient pas moins leur parti, et dont

l'un était délégué d'une section allemande de Liège.

A 2 heures après-midi fut ouverte la séance constitutive du Congrès.

Le compagnon Verrycken présenta la liste des délégués ayant déposé leurs mandats, et invita l'assemblée à constituer une commission de vérification des mandats. Elle fut composée comme suit: Eccarius, délégué anglais, Demoulin, délégué belge, Schwitzguébel, délégué jurassien, Frohme, délégué allemand.

La commission de vérification conclut à la validation de tous les mandats, et le Congrès approuva unanimement cette validation.

Le bureau fut composé comme suit: Coenen, Demoulin, Frohme, Eccarius et Schwitzguébel. Ces compagnons devront s'entendre entre eux sur la présidence, le secrétariat et la traduction.

L'organisation des séances du Congrès occupe en premier lieu les délégués.

Le bureau fédéral a organisé 4 séances publiques auxquelles tout le public est invité, et où seront traitées les questions de principes à l'ordre du jour du Congrès. Il s'agit de déterminer si ces assemblées-là seront des séances publiques officielles du Congrès ou si elles seront des meetings de propagande. Les délégués bruxellois donnent quelques explications sur ce sujet, et on convient qu'elles seront des séances publiques officielles du Congrès, mais qu'outre les séances administratives, il y aura pour les délégués et les membres de l'Internationale, des séances préparatoires de discussion sur les questions de principes à l'ordre du jour, afin de s'entendre le mieux possible avant de les aborder devant le public.

La question de savoir si les membres de l'Internationale indistinctement ou seulement les délégués, pourront prendre la parole dans les séances publiques du Congrès, est agitée. Le délégué espagnol veut restreindre la parole aux délégués

seulement : les autres délégués pensent au contraire qu'il ne peut y avoir qu'utilité à étendre le droit de prendre la parole à tous les membres de l'Internationale, et qu'il n'y a pas à craindre qu'il soit fait abus de ce droit. Cette dernière manière de voir est acceptée par le Congrès, avec la restriction que cette résolution n'engage que le présent Congrès, et qu'elle ne doit pas être considérée comme un précédent obligatoire pour les Congrès ultérieurs. On fixe ensuite l'ordre du jour des séances publiques.

Le soir à 8 heures, les délégués rendront compte publiquement de la situation de l'Association et de la marche du mouvement ouvrier dans leurs pays respectifs, et si le temps le permet, on ouvrira une discussion sur les tendances de l'Internationale. Les rapports officiels des fédérations seront lus en séance administrative.

Le mardi soir à 8 heures, il y a aura séance préparatoire de discussion sur la question des services publics, et elle sera traitée en séance publique mercredi soir.

La séance publique d'abord prévue pour le jeudi soir, sera remplacée par un meeting de propagande avec l'ordre du jour suivant :

1° La révolution du quatrième Etat et les conséquences des crises industrielles et commerciales.

2° L'Internationale et la presse bourgeoise.

Le lundi soir, la séance publique avait lieu dans une vaste salle, en présence d'un public considérable

Le compagnon Demoulin, délégué de la fédération belge, a débuté en exposant la situation en Belgique. La Fédération belge a été occupée cette année d'un travail de réorganisation. Le Congrès régional des 25 et 26 décembre dernier donna à la fédération de nouveaux statuts, et transféra le conseil régional à Verviers, qui fit dès lors tout son possible pour être à la hauteur de la mission qui lui était confiée, tant par le journal que par ses relations continuelles avec les fédérations. Demoulin donne ensuite quelques détails sur chaque fédération locale. La vallée de la Vesdre a eu à subir une grève assez nombreuse de tisseurs, qui a donné quelque découragement, les ouvriers n'ayant pas eu gain de cause. Un point pourtant qu'il est bon de signaler, ce sont ces manifestations qui se sont faites comme protestations contre les quelques lâches qui avaient dans cette grève, trahi la cause du travail.

La fédération liégeoise et celle de Charleroi sont restées à peu près stationnaires.

Bruxelles marche bien et promet par ses nombreux corps de métiers constitués.

Anvers aussi a commencé une propagande active dans les villages des Flandres, et les effets de cette propagande se font sentir, par la fondation de nouvelles sections.

A Gand, une forte section est formée et elle marche très-bien. L'Internationale est en Belgi-

que une puissance avec laquelle on doit désormais compter, en dépit de ce que peuvent en penser et en dire nos ennemis.

Schwitzguébel rend compte de la situation en Suisse. La grande industrie est encore peu développée dans ce pays, et l'antagonisme complet entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est pas encore devenu un fait général; il en résulte que la majorité du peuple, occupant une position intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, s'inspire plutôt des inœurs, des tendances des classes moyennes, et n'a, par conséquent, pas encore pris conscience de la grande lutte moderne qui a éclaté entre le travail et le capital. Cette situation rend très difficile la propagande socialiste et l'organisation spéciale des travailleurs. Les traditions politiques du peuple suisse sont également un obstacle. Parce que la constitution politique suisse revêt une forme républicaine, le peuple croit avoir réalisé tout ce qui est désirable. Cependant, malgré les réformes sans cesse renouvelées dans les constitutions et les lois, la position économique du peuple, loin de s'améliorer, tend à empirer. Tandis que les républiques française et espagnole se montrent beaucoup plus réactionnaires que n'importe quel gouvernement monarchique, la réaction en Suisse n'est pas accentuée, mais le résultat, au point de vue des intérêts du mouvement socialiste, est le même, par le fait des dispositions réactionnaires de l'opinion publique. Les sections organisées, malgré ces difficultés, n'en continueront pas moins à faire leur devoir, et elles seront prêtes à faire leur part dans la révolution sociale universelle.

Eccarius, délégué anglais, rend compte de la situation en Angleterre. L'Internationale, depuis les dernières luttes intestines, n'a pu se développer en Angleterre, mais ses adhérents n'en continuent pas moins à exercer une action permanente dans le mouvement ouvrier de ce pays, qui se traduit par l'organisation et l'action des Trades-Unions. Le fait le plus important dans cette dernière année a été le mouvement des ouvriers agricoles. L'émigration des ouvriers agricoles irlandais en Angleterre, a eu pour résultat de concentrer davantage les populations agricoles dans certains districts; ces ouvriers ont pu dès lors plus facilement commencer leur organisation. Aussitôt les propriétaires, dans les comtés, ont commencé leur œuvre réactionnaire, pour détruire l'organisation naissante; les prêtres, naturellement, se sont mis du côté des propriétaires. 3000 ouvriers ont été congédiés, parce qu'ils appartenaient à l'Union agricole, mais toutes les Trades-Unions industrielles, et même la bourgeoisie radicale, ont ouvert des souscriptions générales pour venir en aide aux grévistes. C'est ainsi qu'ils ont pu soutenir la lutte. La question pour eux se pose maintenant de la manière suivante: Il y a en Angleterre passablement de terres non encore cultivées. Les ouvriers agricoles demandent maintenant qu'elles leur soient concé-

dées pour être exploitées par les sociétés coopératives de production. Pour atteindre ce résultat, les ouvriers doivent obtenir le suffrage universel et arriver ainsi, par la législation, à faire décréter la remise aux associations agricoles des terres non cultivées.

Frohme, délégué allemand, est heureux d'avoir l'occasion de donner quelques renseignements sur la situation du mouvement ouvrier en Allemagne. Chacun sait que les persécutions prennent des proportions considérables en Allemagne; le socialisme est partout traqué. Ces persécutions démontrent que le gouvernement allemand considère le parti démocratique socialiste comme une puissance qu'il faut anéantir.

C'est Ferdinand Lassalle qui, par son agitation, a donné une impulsion toute nouvelle au mouvement ouvrier en Allemagne. Il comprit qu'il était indispensable de créer une forte organisation centralisée pour lutter avec efficacité contre les gouvernements allemands. Depuis la constitution de l'Empire germanique et l'immense centralisation politique existant dans ce pays, cette nécessité d'une organisation ouvrière fortement centralisée se fait de plus en plus sentir. Le premier moyen d'action qui fut préconisé par Lassalle, fut la conquête du suffrage universel; après quatre années d'agitation, en 1867, le suffrage universel fut accordé. La bourgeoisie libérale avait toujours écarté les classes ouvrières de toute participation à l'action politique, de sorte que celles-ci n'avaient jamais pu manifester leur volonté. Je sais bien, dit le délégué allemand, que ce n'est pas par des palliatifs qu'on atteindra le but, mais bien par une réforme complète et radicale. Mais l'action politique reste un excellent moyen d'agitation et elle a produit en Allemagne des résultats surprenants; si on tient compte qu'aux dernières élections, plus de 400,000 voix ont été données aux candidats socialistes, et que beaucoup d'ouvriers sont empêchés de manifester leur volonté par la pression morale et matérielle que la bourgeoisie exerce sur eux, on aura une idée de la force du parti. La guerre a paralysé le mouvement, mais cette guerre est maudite par les ouvriers allemands, qui sentent bien qu'elle n'a eu pour conséquence que de fortifier la tyrannie. Quand l'arbre est pourri, il ne faut pas se borner à abattre quelques branches, c'est l'arbre tout entier qu'il faut couper. — Quant aux libertés dont jouissent les Allemands, il est permis de parler, d'écrire, de se réunir, pour autant que c'est le bon plaisir du gouvernement et même du premier agent de police venu. Ainsi les socialistes, pour avoir usé de ces libertés, ont dans ces six derniers mois obtenu 288 mois de prison. Mais le mouvement se développe, il n'est pas un village où il n'y ait des adhérents, le *Social-Demokrat* compte 21,000 abonnés, et il existe beaucoup d'autres organes socialistes, qui

ont également un cercle d'abonnés très-étendu. Les ouvriers allemands ne se trouvent pas d'accord avec les ouvriers d'autres pays sur tous les moyens d'action, mais ils veulent le même but, l'émancipation complète des travailleurs. Le gouvernement employant de plus en plus la répression violente, les contraindra à agir par la force, et ils sauront le faire.

Dans ma prochaine lettre, je résumerai les autres rapports. (A suivre.)

Pendant que les délégués de l'Internationale se réunissaient lundi dernier à Bruxelles, la Ligue bourgeoise de la paix tenait de son côté un congrès à Genève. Mais quel congrès! C'était plutôt un enterrement. Victor Hugo avait écrit aux membres de la Ligue que la paix ne sera possible qu'après une nouvelle guerre entre l'Allemagne et la France, et ceux-ci ont avoué que Victor Hugo avait raison et qu'il fallait renvoyer à des temps meilleurs la réalisation de leur utopie pacifique.

Voilà donc cette fameuse Ligue de la paix, inaugurée avec tant de fracas à Genève en 1867, sous le patronage de Garibaldi, de Quinet, de Jules Favre, d'Armand Gœgg et de tous les coryphées de la démocratie bourgeoise des deux mondes, qui s'en vient, après avoir traîné pendant sept ans une existence ridicule et misérable, rendre son dernier souffle dans cette même ville qui l'avait vu naître.

On se souvient sans doute encore de la tentative qu'elle fit, en 1868, pour entraîner à sa suite, comme un satellite docile, l'Association internationale des travailleurs. Les délégués de l'Internationale étaient, comme cette année, réunis en Congrès à Bruxelles; le Comité central de la Ligue de la paix les invita à envoyer une députation officielle au Congrès de la Ligue, qui devait se tenir à Berne la semaine suivante. Le Congrès de Bruxelles répondit ce qui suit :

« Les délégués de l'Internationale déclarent que la Ligue de la paix n'a pas sa raison d'être, en présence de l'œuvre de l'Internationale, et invitent cette société à se dissoudre et ses membres à se faire recevoir dans l'une ou l'autre des sections de l'Internationale. »

Les journaux bourgeois se récrièrent alors à qui mieux mieux sur l'outrecuidance de l'Internationale, qui osait affirmer de la sorte que seule elle était capable de réaliser la paix dans l'égalité et la liberté, et qui refusait de prendre au sérieux les congrès des blagueurs bourgeois. M. Coullery, qui dans ce temps était encore de l'Internationale, et qui rédigeait la *Voix de l'avenir*, mais qui préparait déjà son évolution vers le camp des libéraux, prit fait et cause pour la Ligue de la paix et écrivit que le vote de Bruxelles était contraire au bon sens (1). Et cependant à qui l'avenir a-t-il

(1) Voir l'article de Coullery et la réponse du Conseil régional belge dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*. Pièces justificatives, pages 13-20.

donné raison ?

La Ligue de la paix vient de rendre le dernier soupir, et l'Internationale, toujours debout malgré les persécutions de tout le monde bourgeois conjuré contre elle, reste plus vivante que jamais et pleine d'espoir dans la prochaine réalisation de son programme.

Singulier revirement de la presse bourgeoise suisse.

Un ouvrier nous écrit :

« En mai 1871, pendant que les faussaires et les capitulards de Versailles faisaient égorguer l'héroïque peuple de Paris par des troupes ivres d'eau-de-vie, tous les journaux soi-disant républicains suisses, tels que le *Bund*, le *National suisse*, le *Journal de Genève*, etc., enregistraient avec une joie féroce les massacres; il n'y avait sorte d'épithètes qu'ils ne lançassent à la face de ce peuple généreux qui se faisait tuer pour l'affranchissement de l'humanité; ils n'avaient pas assez d'encens à brûler aux pieds des assassins Mac-Mahon, Thiers et Favre, pour avoir réussi à sauver la société.

Maintenant, depuis deux mois, en racontant les événements d'Espagne, ces mêmes journaux protestent hautement contre la manière de procéder des carlistes à l'égard des républicains espagnols. Quel revirement s'est-il opéré chez ces gens-là ? Veulent-ils faire croire au peuple qu'ils sont devenus meilleurs, qu'ils sont moins féroces qu'il y a trois ans ?

Que ces hypocrites se détrompent, le peuple a bonne mémoire.

Pour nous, Carlos et Alphonse ne sont pas plus féroces que le triumvirat Mac-Mahon, Thiers et Favre, de sinistre mémoire. Ne sont-ce pas ces derniers qui leur ont donné l'exemple d'égorguer, voler et violer les hommes, les femmes et les enfants, tout cela au nom de Dieu, de la propriété et de la société ?

Vous aimerions savoir si ces grands partisans de la guerre anodine seraient bien scrupuleux, quand une guerre civile éclaterait en Suisse, sur les moyens à employer pour sauver l'ordre et la société ? Nous avons la conviction qu'ils seraient aussi brigands que Carlos et Mac-Mahon. »

Nouvelles de l'Extérieur.

Italie.

Nous recevons communication d'un document important, adressé de ce pays au Congrès de l'Internationale réuni à Bruxelles, par le *Comité italien pour la Révolution sociale*. Ce document explique pourquoi l'Italie ne peut se faire représenter au Congrès, et déclare que les persécutions gouvernementales ont forcé les socialistes italiens à transformer leur organisation publique en une conspiration secrète.

« La conspiration — dit cette adresse — est devenue aujourd'hui l'unique organisation possible des masses révolutionnaires en Italie, après que nos gouvernants, effrayés par les dernières agitations, ont mis de côté toute retenue, et séquestrant, emprisonnant, supprimant, en ont fini d'un seul coup avec les derniers restes de l'organisation publique de

l'Association internationale des travailleurs...

« Aujourd'hui, les forces révolutionnaires sont plus animées, mieux organisées et plus nombreuses qu'auparavant : elles forment un vaste réseau qui embrasse de plus en plus l'Italie tout entière. »

Les socialistes italiens insistent spécialement sur ce point, que le programme de leur organisation secrète est resté le même que celui de l'organisation publique.

« Notre programme n'a rien eu à souffrir de ce changement d'organisation; il est demeuré le même — le glorieux programme de l'Association internationale des travailleurs — tel qu'il fut accepté par la fédération italienne dans son premier Congrès à Rimini, comme le seul capable de réunir le prolétariat universel sous l'unique bannière de son émancipation.

« C'est avec le cœur rempli d'une immense foi dans la réalisation de ce programme, que nous conspirons aujourd'hui en Italie pour la destruction complète de l'Etat et de toutes ses institutions malfaisantes, l'anéantissement de toute espèce d'autorité, sous quelque forme que ce soit, pour la prise de possession, par les masses soulevées, de tous les instruments de travail, machines et matières premières, y compris la terre, et de toute la richesse que le vol le plus scélérate — l'exploitation des affamés — a pu seul accumuler entre les mains d'un petit nombre de jouisseurs.

« Ces actes que nous nous proposons d'exécuter avec une promptitude prévoyante, non de décréter; d'accomplir avec une efficace énergie, non de proclamer, nous les trouvons tous résumés dans les deux mots d'ANARCHIE et de COLLECTIVISME, conditions selon nous indispensables pour assurer le triomphe de la révolution sociale et la réalisation de notre programme. »

Quant aux troubles récents survenus en Romagne et en Pouille, les rédacteurs de l'adresse déclarent qu'ils ont été l'œuvre de « jeunes gens qui appartenaient presque tous au prolétariat, tous à la grande masse révolutionnaire italienne; » mais ils ajoutent qu'ils ne peuvent rien dire de plus sur ce sujet.

« L'époque des congrès est pour nous décidément finie, dit l'adresse en terminant, et le mandat de vous adresser la parole, comme nous le faisons maintenant, pourra difficilement se renouveler dans une autre occasion semblable. L'Italie révolutionnaire, sans cesser de tenir son regard fixé sur l'Humanité opprimée et de se sentir un membre de la Révolution universelle, continuera à suivre la voie qu'elle a adoptée, comme la seule qui puisse la conduire à son but final, le triomphe de la Révolution sociale. »

Bellinzone, 3 septembre 1874. (*Corresp. part.*)

— Avant-hier, les mineurs qui travaillent dans le tunnel sous le *Château du Milieu*, à Bellinzone, au nombre de 300, se sont mis en grève pour obtenir une réduction de quatre heures de travail. Eh bien, voulez-vous le croire ? Après une heure de cessation de travail, la société du Gothard a été forcée d'accorder aux travailleurs la juste réduction demandée. Voilà une victoire remportée dans une heure par la bonne volonté des ouvriers. Une autre fois, je vous dirai quelques mots sur le traitement des ouvriers de la ligne du Gothard, traitement qui, sans doute, est très mauvais.

C. S.